



Pôle de Dakar

Analyse sectorielle en Education



INITIATIVE EPT-PA

UNE APPROCHE POUR ÉVALUER LES RISQUES DE CAPACITÉ D'ABSORPTION PHYSIQUE DANS LES PAYS AFRICAINS ÉLIGIBLES

1. **Calé sur le cadre indicatif de l'initiative**, la réalisation de l'achèvement universel d'un cycle primaire de qualité en 2015¹ sous-entend un accroissement massif des effectifs scolaires ainsi que des enseignants du secteur public. **Sur l'ensemble du continent africain, le taux d'accroissement moyen sur la période 2000-2015 du nombre d'enfants scolarisés devra atteindre +4% par an (contre +2% sur 1985-2000), celui du nombre d'enseignants publics devra passer de +2,3% à +3% par an.** Dans beaucoup de pays éligibles et/ou élus les rythmes d'expansion doivent atteindre des niveaux jamais atteints auparavant.
2. Dans le cadre de l'initiative EPT-PA, il est prévu que l'expansion gigantesque des systèmes soit financée en partie par un appui extérieur, y compris pour des dépenses courantes. Des risques quant à la capacité d'absorption budgétaire des fonds extérieurs² existent, qu'ils soient dus à la rigidité, lenteur ou hétérogénéité des procédures administratives des partenaires financiers, à une mauvaise capacité de gestion interne des fonds ou à une combinaison des deux.
3. Un des pré-requis incontournables pour assurer une absorption budgétaire suffisante réside dans la capacité d'absorption physique du système éducatif. **Afin de pouvoir effectivement utiliser comme prévu les fonds extérieurs, les systèmes doivent tout d'abord être en mesure de construire les nouvelles salles de classe³, recruter les nouveaux enseignants et enrôler les nouveaux élèves sur les rythmes prévus dans les modèles de simulation ayant servi pour estimer les besoins de financement extérieur.**
4. Les capacités physiques d'expansion ne sont pas infinies et il paraît intéressant d'utiliser une approche empirique (historique et comparative) pour évaluer le niveau de maxima réalistes d'accroissement des flux d'élèves et d'enseignants dans le contexte africain. L'observation des rythmes de développement de l'ensemble des systèmes africains d'enseignement primaire sur la période 1985-2000 nous donne une valeur record pour le taux d'accroissement moyen du nombre d'élèves de +8,1% par an (observé en Guinée). Pour ce qui est des enseignants publics, la valeur maximale d'accroissement observée vaut +7,3% par an (en Mauritanie).
5. Les records sont faits pour être battus, et en la matière cela serait même souhaitable ; cependant force est de constater que prévoir des accroissements supérieurs aux valeurs 'records' observées comporte des risques certains qu'il convient de ne pas sous-estimer. Evaluer ces risques pays par pays et suffisamment tôt doit permettre de préparer au mieux les mesures⁴ visant à augmenter l'absorption physique dans les pays

¹ Objectif d'un taux d'achèvement du cycle égal à 100% avec un rapport élèves-maîtres moyen égal à 40.

² Ceci peut également être valable pour les ressources domestiques, par exemple les fonds de l'initiative PPTÉ

³ Même si, pour insuffisances de données, cet aspect n'est pas traité ici, il convient de ne pas le négliger

⁴ On peut penser à des mesures de renforcement des capacités institutionnelles, de renforcement des capacités de gestion (instruments et/ou structures), d'accroissement du nombre d'enseignants formés, de stimulation de la demande d'éducation etc...

où cela apparaît nécessaire pour atteindre l'objectif de scolarisation primaire universelle.

6. La mise en regard des taux d'accroissement prévus dans les requêtes d'éligibilité avec les valeurs 'records' observées précédemment citées permet de classer les 13 pays africains éligibles (première liste + pays analytiques) en trois catégories :

- Pays à faible risque :

accroissement élèves < +8,1% et accroissement enseignants < +7,3%

Mauritanie, Mozambique, Gambie, Ghana, Ouganda, Tanzanie, Zambie, Nigeria.

Dans ces pays, les risques d'insuffisance de la capacité d'absorption physique sont relativement faibles dans la mesure où les rythmes d'accroissement planifiés sont inférieurs aux rythmes 'records', et même dans la plupart des cas inférieurs aux rythmes observés dans le pays même durant les 15 dernières années.

- Pays où le risque se situe au niveau d'un recrutement insuffisant d'enseignants :

accroissement élèves < +8,1% et accroissement enseignants > +7,3%

Guinée, Ethiopie

Dans ces deux pays, une attention particulière devra être portée sur la question du nombre de recrutement de nouveaux enseignants. Pour atteindre l'objectif de scolarisation primaire universelle sans surcharger les classes, les rythmes de recrutements devront atteindre des niveaux records pour l'Afrique.

- Pays à risque élevé :

accroissement élèves \geq +8,1% et accroissement enseignants \geq +7,3%

Burkina Faso, Niger, République Démocratique du Congo

Les besoins de progressions annuelles du nombre d'élèves et d'enseignants du secteur public sont, dans ces pays, supérieurs ou égaux aux 'records'.

Le risque existe aussi bien au niveau de l'absorption par le système de flux gigantesques d'élèves qu'au niveau de la capacité à recruter suffisamment d'enseignants.

Le tableau 1 ci dessous donne, par pays, l'accroissement annuel moyen du nombre d'élèves et du nombre d'enseignants du secteur public observés sur la période 1985-2000 ainsi que les objectifs inclus dans les modèles de simulation des requêtes d'éligibilité⁵.

⁵ Pour les pays n'ayant pas présenté de requête avec un modèle de simulation, les données utilisées sont celles du document *Le financement de l'EPT en 2015 : simulations pour 33 pays d'Afrique subsaharienne*, A.Mingat, R.Rakotomalala, J.P.Tang (Banque Mondiale)

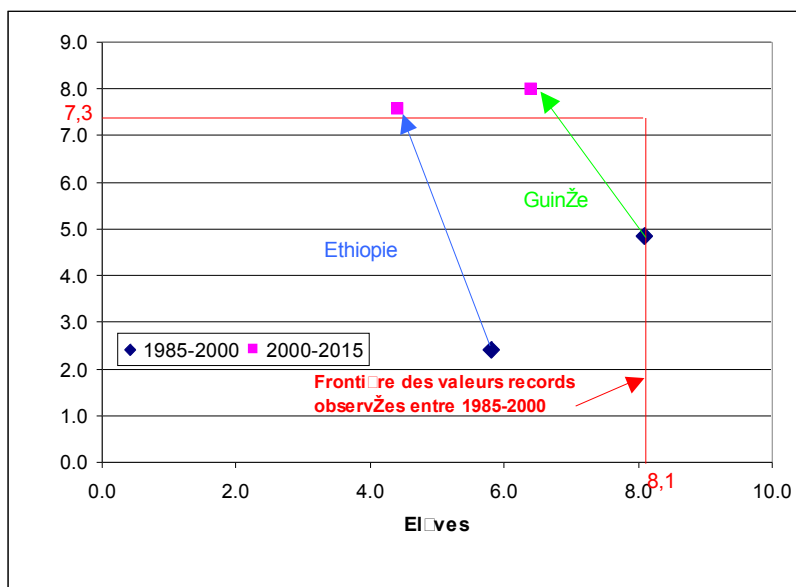
Tableau 1 : Accroissement annuel moyen du nombre d'élèves et du nombre d'enseignants du secteur public (période 1985 - 2000 et simulations 2000-2015)

	1985-2000		Simulations Fast Track 2000-2015	
	Elèves	Enseignants publics	Elèves	Enseignants publics
Burkina Faso	5,8	6,8	9,4	11,1
Guinée	8,1	4,8	6,4	8,0
Mauritanie	6,5	7,3	4,3	4,9
Niger	6,0	5,2	10,8	11,1
Ethiopie	5,8	2,4	4,4	7,5
Gambie	6,6	1,6	3,9	3,5
Ghana	3,7	-0,3	2,8	2,7
Mozambique	4,9	5,1	2,5	4,1
Ouganda	4,8	3,1	4,7	1,8
République-Unie de Tanzanie	3,9	0,9	3,6	4,6
Zambie	1,3	0,1	4,0	3,6
Nigéria	2,0	2,4	2,9	2,9
Rép. Démocratique du Congo	0,8	-0,1	8,0	7,3

Pays Fast track élus
Pays Fast track non élus
Pays analytiques

Les graphiques qui suivent, en comparant les rythmes d'accroissement (des élèves sur l'axe horizontal et des enseignants sur le vertical) passé et requis, permettent de se faire une idée visuelle de la différence des situations et des défis à relever selon les pays.

Graphique 1 : Accroissement moyen des élèves et des enseignants, passé et requis, pays à risque sur les enseignants, en % par an



Graphique 2 : Accroissement moyen des élèves et des enseignants, passé et requis, pays à risque élevé, en % par an

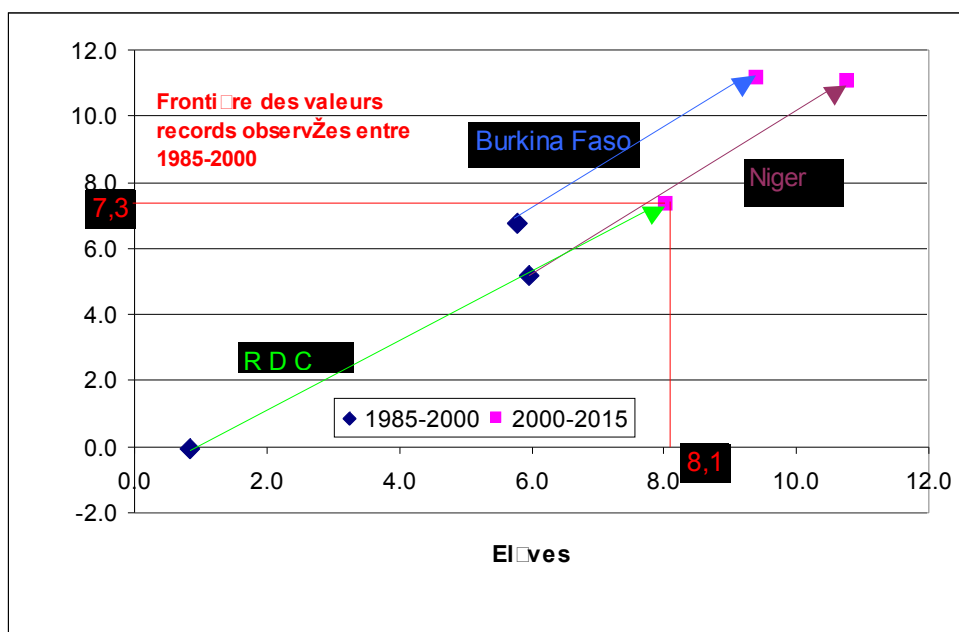


Tableau 2: Effectifs des élèves et des enseignants observés en 1985 et 2000 et les simulations Fast Track à l'horizon 2015

	1985		2000		Simulations Fast Track 2015	
	Elèves scolarisés	Enseignants publics	Elèves scolarisés	Enseignants publics	Elèves scolarisés	Enseignants publics
Burkina Faso	351 807	5 572	816 363	14 886	3 148 386	72 413
Ethiopie	2 448 778	45 860	5 703 879	65 433	10 867 002	194 954
Gambie	69 017	2 979	180 598	3 780	321 353	6 356
Ghana	1 505 819	64 795	2 578 368	61 914	3 914 554	92 021
Guinée	267 438	7 605	855 623	15 458	2 172 990	48 892
Mauritanie	140 871	2 785	360 677	8 035	677 669	16 400
Mozambique	1 248 074	20 286	2 555 975	42 795	3 705 119	78 465
Niger	275 902	7 256	656 589	15 512	3 051 550	74 763
Nigéria	13 025 287	308 072	17 410 910	442 322	26 822 217	679 909
Ouganda	1 968 810	61 424	3 962 700	96 974	7 916 690	127 231
Rép. Dém. du Congo	4 650 756	113 397	5 270 000	112 400	16 833 575	324 200
R-U de Tanzanie	2 757 690	92 586	4 895 287	105 921	8 330 450	208 261
Zambie	1 173 037	27 302	1 415 760	27 862	2 560 526	47 695